

CAB n°2024-046 :

ACCORD-CADRE POUR LES TRAVAUX RELATIFS À LA REFECTION ET LA REALISATION DE RESEAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LE TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE

Dossier de Consultation des
Entreprises

- > Règlement de la consultation (RC)
- > Date de remise des offres :
Le lundi 20 janvier 2025 à 12h

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations, objet du présent marché relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

La consultation concerne la réalisation des travaux du programme suivant :

ACCORD-CADRE POUR LES TRAVAUX RELATIFS À LA REFECTION ET LA REALISATION DE RESEAUX
D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LE TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE

L'accord cadre sera conclu avec un seul opérateur économique et sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. Chaque bon de commande précisera la consistance des ouvrages, le montant et les délais d'exécution.

La consistance générale du type de travaux à réaliser, ainsi que leurs spécifications techniques indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le lieu d'exécution de la prestation concerne l'ensemble des communes de la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE.

L'acheteur se réserve la possibilité de lancer une consultation pour :

- a) Toute opération dont le montant estimé dépasserait 25% du montant maximum ;
- b) Une opération, quel qu'en soit son montant, nécessitant le renouvellement en tranchée commune des réseaux d'alimentation en eau potable et des réseaux d'assainissement ou dans le cadre d'un groupement de commande avec une autre collectivité ;
- c) Une opération urgente, quel qu'en soit son montant, pour laquelle le titulaire nous informerait de son impossibilité à tenir les délais nécessaires ;
- d) Une opération, quel qu'en soit son montant, dans le cas d'un retard sur l'avancement d'un chantier issu du contrat cadre, de plus de 15 jours, constaté sur le compte-rendu de chantier par le Maître d'œuvre. Cette consultation devra être lancée au plus tard dans le mois qui suit l'application de la retenue pour retard dans l'avancement du chantier mentionnée à l'article 4.3 du présent CCAP.

Dans tous les cas, l'acheteur sera libéré de toute exclusivité pour la période en cours dans le cas où le titulaire atteindrait le montant maximum annuel avant la fin de la période incriminée.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

L'accord-cadre est conclu pour une période de 2 ans maximum.

Cette consultation est lancée selon la procédure adaptée définie aux articles R.2123-1 à R.2123-8 du Code de la Commande Publique.

Les travaux seront à exécuter dans le cadre de bons de commande émis selon la survenance des besoins à satisfaire. Les bons de commande sont des documents écrits adressés aux titulaires de l'accord-cadre qui précisent la consistance des prestations à réaliser et dont l'exécution est demandée par le maître d'ouvrage.

Les prix seront rémunérés par application des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires, multipliés par les quantités réellement réalisées.

L'accord cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de travaux égal à **5 400 000,00 € HT sur 2 ans.**

Le délai total d'exécution comprend la période de préparation, la période d'exécution des travaux, les opérations de réception à la mise en service des équipements.

Le délai de la période d'exécution est celle qui figurera dans l'acte d'engagement renseigné par le candidat et devient contractuel à la date de réception du bon de commande par l'entrepreneur.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

2-3. Nature de l'attributaire

L'accord-cadre pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises conjoint ou d'un groupement solidaire.

Il est précisé que, dans le cas d'un groupement conjoint, celui-ci deviendra solidaire si l'offre est acceptée.

Cette transformation est motivée par le fait de garantir au maître d'ouvrage la bonne exécution du marché dans les délais contractuels en cas de défaillance de l'un des membres du groupement retenu et d'assurer une sécurité financière au maître d'ouvrage.

Conformément à l'article R.2142-21 du CCP, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles (P.S.E.)

Le prestataire n'est pas autorisé à proposer des prestations supplémentaires éventuelles pour cette consultation.

2-7. Date limite de remise des offres

Le lundi 20 janvier 2025 à 12h

2-8. Délai de réalisation

L'accord-cadre est conclu pour une période de 2 ans maximum.

Le délai d'exécution des bons de commande est fixé dans l'Acte d'Engagement et ne peut en aucun cas être augmenté.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique transmis depuis la plateforme à l'adresse e-mail indiqué lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure. Le candidat vérifiera également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigés vers les "courriers indésirables".

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

La modification des fichiers source par le candidat est interdite.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

En déposant une offre sur le profil d'acheteur, le candidat accepte les conditions de la consultation. Même non-signée, sa candidature et son offre l'engage pour la durée de validité des offres précisée ci-dessus.

2-11. Restriction au niveau de l'origine des fournitures

L'offre devra impérativement être établie à partir de fournitures issues des États partis à l'Accord sur les marchés publics conclu dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce ou à un autre accord international équivalent à celui dont l'Union européenne est partie conformément aux articles L.2153-1 et R.2153 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 3. MODALITÉS DE REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises est à télécharger sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage disponible sur le site internet suivant : www.demat-ampa.fr

Le dossier de consultation est constitué par :

- L'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication (AAPC) ;
- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires à renseigner (BPU) ;

ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

La transmission des offres en version papier par remise en main propre ou par voie postale est interdite.

4-1. Modalités de la transmission électronique

La transmission des documents se fera par voie électronique sur le profil d'acheteur de la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE, à l'adresse suivante : www.demat-ampa.fr

Les documents comprenant l'offre et la candidature doivent parvenir à destination [avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent Règlement de Consultation](#). Les dossiers déposés sur le profil d'acheteur de la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE après la date et l'heure limites fixées seront rejetées tout comme ceux contenant des programmes malveillants.

4-2. Conditions de présentation des plis électroniques

Le dossier contenant la candidature et l'offre, dont les compositions sont détaillées à l'article 5 du présent Règlement de Consultation, sera présenté dans un fichier unique.

Le dossier contenant la candidature et l'offre transmis par voie électronique fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT + 01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

4-3. Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent adresser sur support physique papier ou électronique, une copie de sauvegarde de ces documents.

S'agissant de cette copie de sauvegarde, elle doit parvenir, sous pli scellé avec la mention "copie de sauvegarde", dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie de sauvegarde, si elle est transmise dans les conditions précitées, ne sera ouverte, que lorsque le dossier transmis par voie électronique n'est pas parvenu dans les délais impartis (sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencée avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres), ou n'a pu être ouvert, ou contient un "programme informatique malveillant". Les plis contenant une copie de sauvegarde que la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE n'a pas besoin d'ouvrir seront détruits à l'issue de la procédure.

4-4. Format des fichiers

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles, tels que ceux utilisés dans les documents de la consultation.

4-5. Signature électronique

L'article 5 du présent Règlement de Consultation précise les documents pour lesquels une signature électronique est requise au stade du dépôt de la candidature et de l'offre.

Toutefois, nous vous rappelons que l'acte d'engagement final devra être signé électroniquement. Cette signature doit être effectuée au moyen d'un certificat de signature électronique qualifié, qui garantit notamment l'identité du signataire.

La signature électronique devra être matérialisée au moyen d'un cadre visible apposé dans le document à signer, à l'endroit prévu à cet effet, et portera au minimum l'horodatage de la signature et le nom du signataire.

ATTENTION : une signature tampon ou manuscrite scannée ne vaut ni signature manuscrite originale ni signature électronique.

La liste de confiance française est disponible à l'adresse suivante :

<https://references.modernisation.gouv.fr/fr>

Pour les certificats non-référencés sur les listes de confiance, le candidat apportera tout élément nécessaire à la vérification de la validité de la signature, dans les conditions prévues par de l'Annexe 12 du CCP relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

4-6. Traitement des documents contenant un virus informatique

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité, permettant de conserver la trace de la malveillance, et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Cependant, si le candidat a fait parvenir une copie de sauvegarde, et si cette dernière est arrivée à la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE dans les délais impartis, la copie de sauvegarde sera alors ouverte.

Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

4-7. Utilisation de la messagerie sécurisée

Tous les échanges doivent passer via la messagerie sécurisée de la plate-forme www.demat-ampa.fr pour cette procédure.

Dans le cadre de l'utilisation de la messagerie sécurisée de la plate-forme de dématérialisation, pour les modifications, échanges en cours de procédure, ou pour apporter des réponses aux éventuelles questions posées par les opérateurs économiques, une attention particulière est demandée aux entreprises. En effet, ces dernières sont seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam, absences, ... qui pourraient nuire à leur bonne information.

ARTICLE 5. PRÉSENTATION DES DOSSIERS

5-1. Candidature

Chaque candidat produit à l'appui de sa candidature un dossier complet qui comprendra les pièces énumérées ci-dessous, rédigées en français :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- Les renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat, qui sont les suivants :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
 - Preuve d'une assurance pour les risques professionnels pertinents :
 - La responsabilité civile professionnelle ;
 - La garantie biennale de bon fonctionnement ;
 - La garantie décennale.
 - Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de trois ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
 - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat ;
 - Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants, ou tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États membres :
 - Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) de moins de 5 ans. Toutes les personnes présentes sur le chantier seront titulaires à minima d'une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) niveau « opérateur », et une personne au moins devra être titulaire d'un niveau « encadrant » ;
 - Attestation de compétence amiante : au moins 1 encadrant et des opérateurs (SS3) de moins de 3 ans. Toutes les personnes présentes sur le chantier seront titulaires à minima d'une Attestation niveau « opérateur », et une personne au moins devra être titulaire d'un niveau « encadrant » ;
 - Certificat d'aptitude à travailler dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement – CATEC de moins de 3 ans (Conseillé) : Les personnes intervenant dans les travaux seront titulaires à minima d'un certificat niveau « intervenant », et une personne au moins devra être titulaire d'un niveau « Surveillant » ;
 - Attestation sur l'honneur que la réalisation des plans de récolement des réseaux sera effectuée par un prestataire certifié en localisation des réseaux – Géoréférencement ou par un géomètre expert, à défaut de la présentation d'un acte de sous-traitance (si prestation réalisée en externe) ou Certificat en localisation des réseaux – Géoréférencement (si plans réalisés par le candidat lui-même).

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine, traduits en langue française.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen¹³ (DUME), rédigé en français, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés ci-dessus.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants. Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat attributaire du marché (compris cotraitants et sous-traitants) devra fournir les documents justificatifs et moyens de preuves mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 et dans l'annexe 4 du Code de la Commande Publique (CCP).

Documents pour lesquels une signature électronique est requise	Sans objet
--	------------

5-2. Offre

Chaque candidat produit à l'appui de son offre un dossier complet qui comprendra les pièces énumérées ci-dessous, rédigées en français :

- **L'acte d'engagement (AE) et ses annexes** : document ci-joint à compléter et accepter sans aucune modification sous peine d'irrégularité de l'offre. La signature par les représentants qualifiés de toutes les entreprises qui seront signataires du marché étant expressément requise au stade de l'attribution du marché final.

La signature électronique de l'acte d'engagement emporte le consentement du candidat sur les pièces contractuelles du marché final tel que le CCAP, le CCTP et le CCAG-Travaux, mais également l'offre du candidat.

Si le candidat déclare un ou plusieurs sous-traitants, il devra joindre en annexe à l'Acte d'Engagement, la/les déclaration(s) de sous-traitance mentionnant les justificatifs et renseignements prévus à l'article 2193-1 du CCP.

La signature électronique par les représentants qualifiés de toutes les entreprises qui seront signataires de l'acte de sous-traitance étant expressément requise au stade de l'attribution du marché final.

- **Les Bordereaux des Prix Unitaires (BPU)** : documents ci-joint à compléter entièrement sous peine d'irrégularité de l'offre. Ce document est disponible au format EXCEL sur le profil acheteur.

Afin de pouvoir juger au mieux de la qualité du projet présenté par l'entrepreneur, celui-ci sera tenu de fournir **lors de la remise des offres** les documents suivants :

- **Un mémoire technique justificatif** explicitant clairement la compréhension du programme de travaux, les dispositions prises pour le respect des objectifs, des contraintes liées à la spécificité de l'opération, l'intérêt et les incidences des options présentées.

Ce mémoire technique devra, entre autres, présenter :

Sous critère 1 : Compréhension du programme - organisation des chantiers et les dispositions prévues pour réaliser les ouvrages et honorer les engagements du candidat - moyens humains et matériels mobilisés

- ✓ La liste des sous-traitants que l'entrepreneur envisage de proposer à l'accord du Maître d'Ouvrage après conclusion du marché ;
- ✓ Les dispositions prévues en phase préparatoire ;
- ✓ Les dispositions techniques prévues pour réaliser les ouvrages adaptés à la présente opération (ouverture de tranchée, blindage des parois, remblaiement et compactage, réfection de voirie, auto contrôle...);
- ✓ Les dispositions spécifiques adoptées par le candidat (rabattement de nappe, interventions sur canalisations en amiante ciment, forage dirigé...);
- ✓ Un tableau de synthèse du programme d'autocontrôle que le candidat compte mettre en œuvre dans les phases de préparation - d'exécution des travaux et de mise en service des installations ;
- ✓ Les moyens humains (nombre et composition des équipes) que le candidat propose d'utiliser pour la réalisation des travaux,
- ✓ Les moyens matériels affectés,
- ✓ Les moyens logistiques affectés en phase préparatoire et pour les dossiers de recollement,
- ✓ Les CV du personnel d'encadrement (conducteur de travaux, chef de chantier),

Le candidat remettra une note méthodologique détaillée, spécifique aux commandes indicatives type décrites ci-après :

• **Opération 1 : Renouvellement d'un réseau de collecte des eaux usées en milieu urbain**

- Tranchées réalisées en milieu urbain sur un linéaire égal à 300 ml (DN 200 mm)
- Profondeur de pose comprise entre 1.50 m et 4.50 m ;
- 10 regards de visite à poser ;
- 25 branchements d'eaux usées à reprendre jusqu'aux tabourets ;
- Pose en lieu et place du collecteur d'amiante-ciment sur 50 mètres ;
- Raccordement sur canalisations en amiante-ciment DN 200 (x5) ;
- Sous-sol très encombré (télécom, gaz, pluvial, réseau électrique BT, AEP existant) ;
- Rabattement de nappe ;
- Pose de conduites principales sous chaussée de route communautaire avec remblai supérieur en GNT type 0/30 et finition réfection de voirie type bicouche, avec couche de forme en grave-émulsion (10 cm) ;

• **Opération 2 : Réhabilitation d'un réseau de collecte des eaux usées par des techniques sans tranchées**

- Mise en place d'un dispositif de pompage pour le maintien de service (100 m³/h) ;
- Collecteur existant en amiante ciment avec état corrodé et pénétrations importantes de racines et de branchements pénétrants ;
- Gainage continu d'un collecteur Amiante Ciment DN 200 mm sur un linéaire égal à 200 mètres ;
- Nombre de branchements à ré ouvrir : 20 ;
- Nombre de regards de visite à réhabiliter : 7.

- **Opération 3 : Extension d'un réseau de collecte des eaux usées**

- Pose d'un réseau de collecte des eaux usées DN 200 mm (profondeur comprise entre 1,30 m et 3,00 m) et d'une canalisation de refoulement PVC DN 90 sur 500 mètres (une partie des réseaux est posée en tranchée commune) ;
- 20 tabourets à poser en limite de propriété (accotement enherbé ou haut de fossé) ;
- Pose d'une ventouse sur la canalisation de refoulement ;
- Réalisation d'une fouille pour la pose d'un poste de refoulement en béton armé monobloc d'une profondeur de 4,50 m et d'un diamètre de cuve de 1,40 m ;
- Pose des conduites sous chaussée de route communautaire avec remblai supérieur en GNT type 0/30 et finition réfection de voirie type bicouche avec couche de forme en grave-émulsion (10 cm) et réfection de voirie type enrobé avec couche de forme en grave-émulsion (5cm).

Pour chaque opération, le candidat explicitera notamment :

- Un tableau de synthèse du programme d'autocontrôle que le candidat compte mettre en œuvre dans les phases de préparation - d'exécution des travaux et de mise en service des installations ;
- La méthodologie générale et le déroulement du chantier (y compris mode opératoire) ;
- Moyens humains (nombre et composition des équipes) et matériels que le candidat propose d'utiliser pour la réalisation des travaux par opération ;
- Les dispositions spécifiques adoptées par le candidat pour chacune des opérations ;
- Le protocole et la consistance des essais ;
- Un planning d'exécution des travaux détaillé indiquant au pas de temps de la semaine la durée des principales phases de chantier avec leurs ordonnancements.

Sous critère 2 : Qualité des matériaux et des équipements

- ✓ La liste exhaustive des équipements proposés avec la documentation technique afférente :
Canalisations, regards de visite, tabourets de branchement, fontes de voirie, appareillages...;
- ✓ Le descriptif précis des matériaux utilisés pour l'enrobage des canalisations et le remblai des fouilles ;
- ✓ Le descriptif précis des matériaux utilisés pour les réfections des revêtements ;
- ✓ Les avantages du matériel présenté ;
- ✓ Les garanties des fournisseurs sur le matériel et les matériaux.

Sous critère 3 : Services après-vente, réactivité en cas de problèmes éventuels

- ✓ Les dispositions prévues afin de corriger des anomalies en phase exécution (moyens / délais) ;
- ✓ Les dispositions prévues afin de corriger des anomalies en phase service après-vente (moyens / délais).

Sous critère 4 : Mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier - le respect de l'environnement et la propreté du chantier

- ✓ Mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier ;
- ✓ Dispositions techniques prévues pour assurer la sécurité des interventions ultérieures sur les installations ;

- ✓ Mesures prises en matière de développement durable et de maintien de la propreté sur le chantier y compris traitement des déchets ;
- ✓ Mesures prises afin de réduire les nuisances olfactives et sonores ;

La clarté, la lisibilité, la cohérence et la précision des notes méthodologiques seront appréciées dans la notation de la valeur technique.

Cette liste de documents relatifs à la conception du projet n'est pas limitative, l'entrepreneur ayant toute possibilité de rajouter les documents qui lui sembleraient utiles à la compréhension du projet qu'il présente.

Documents pour lesquels une signature électronique est requise	Sans objet
--	------------

Le mémoire technique complète le Cahier des Charges Techniques et Particulières (CCTP).

ARTICLE 6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6-1. Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Selon les articles R. 2142-1 à R.2142-9 et R.2142-11 à R.2142-14 du CCP, les candidatures seront appréciées en fonction des moyens de preuves acceptables relatifs à :

- L'aptitude à exercer l'activité professionnelle ;
- La capacité économique et financière ;
- Les capacités techniques et professionnelles.

6-2. Examen des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du CCP et donnera lieu à un classement des offres.

Conformément à l'article R.2152-6 du CCP, les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP (Offres anormalement basses), seront classées par ordre décroissant en appliquant les critères et sous-critères énumérés ci-dessous.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

Le choix de l'offre, économiquement la plus avantageuse, sera apprécié, en fonction des critères et sous-critères pondérés suivants :

Critère d'attribution	Coefficient critère
1 – La valeur technique des prestations , appréciée aux vues du contenu des éléments du mémoire technique et du descriptif joint : <ul style="list-style-type: none"> Sous critère 1 : Compréhension du programme - organisation du chantier et les dispositions prévues pour réaliser les ouvrages et honorer les engagements du candidat – moyens humains et matériels mobilisés (30 points) Sous critère 2 : Qualité des matériaux et des équipements (15 points) Sous critère 3 : Services après réception, réactivité en cas de problèmes éventuels (10 points) Sous critère 4 : Mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier - le respect de l'environnement et la propreté du chantier (5 points) 	60
2 - Le prix des prestations	40

Les notes pour les sous critères du **critère 1** sont attribuées sur la base du barème suivant, pondéré en fonction du coefficient de chaque critère :

- 0 - absence d'éléments
- 0,5 à 2,5 - très insuffisant - hors des attentes
- 3 à 5 - insuffisant - loin des attentes
- 5,5 à 7 - moyen - répond partiellement aux objectifs
- 7,5 à 9 - bon - répond bien aux objectifs
- 9,5 à 10 - très bon - au-delà des objectifs

Le **critère « 2 - Prix des prestations »** sera évalué à partir d'un montant cumulé de plusieurs détails quantitatifs et estimatifs types. Ce dernier correspondra à une compilation d'opérations types pouvant être réalisées dans le cadre de cet accord cadre. L'offre dont le montant est le plus bas est accréditée d'une note de 40/40.

Les autres offres seront pondérées en fonction de l'écart entre chaque offre. La pondération du critère prix reflètera exactement l'écart des offres avec la formule suivante :

$$Note = ((\text{montant de l'offre moins disante}) / (\text{montant de l'offre évaluée})) \times 40$$

A ces notes, un point sera retranché à chaque incohérence relevée dans le BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES.

En cas d'offre anormalement basse, le Pouvoir Adjudicateur exigera que le candidat justifie son prix, conformément aux articles R.2152-3 à R2152-5 du CCP. Si les éléments fournis par le candidat ne justifient pas de manière satisfaisante le bas niveau du prix, l'offre sera rejetée.

6-3. Négociation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la faculté de négocier ou non à l'issue de l'analyse des offres, sans être tenu d'en informer l'ensemble des candidats.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir Adjudicateur déciderait, le moment venu, de recourir à cette possibilité, cette négociation, ou audition, serait organisée exclusivement avec les trois candidats ayant obtenu la meilleure note.

À l'issue de la négociation, il sera procédé à un nouveau classement qui déterminera l'offre économiquement la plus avantageuse.

6-4. Attribution

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le(s) candidat(s) produise(nt) les certificats et attestations mentionnées à l'article L. 2142-1, aux articles R.2143-6 à R.2143-10 et dans l'annexe 421 du Code de la Commande Publique (CCP).

Dès validation de ces certificats et attestations, le Pouvoir Adjudicateur remettra, si besoin, par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur www.demat-ampa.fr l'acte d'engagement final pour signature électronique du/des titulaire(s), ce qui constituera le contrat définitif.

L'acte de sous-traitance devra également être signé électroniquement à ce stade et sera joint en annexe de l'acte d'engagement final, le cas échéant.

En cas d'envoi successif d'un même document sur la plateforme, le Pouvoir Adjudicateur considèrera le dernier document reçu comme document final.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

6-5. Re-matérialisation pour signature du marché

Sous réserve de la preuve par le candidat, que sa demande de certificat électronique a bien été commandée mais pas réceptionnée à la date de la signature de son offre, l'acte d'engagement final sera transmis par voie électronique par le Pouvoir Acheteur via le Profil d'acheteur. Celui-ci pourra être rematérialisé au format papier aux fins de sa signature et retourné au Pouvoir adjudicateur dans un délai de 10 jours par courrier recommandé avec accusé de réception, le cachet de la poste faisant foi.

6-6. Notification du marché

Le Maître d'ouvrage, après avoir effectué les formalités nécessaires, renverra au titulaire pour notification l'acte d'engagement final accepté et signé par lui-même ainsi que les pièces contractuelles du marché. Cet envoi sera réalisé par message électronique depuis le profil d'acheteur www.demat-ampa.fr sur l'adresse électronique précisée dans l'annexe « Contacts » jointe à l'annexe de l'acte d'engagement par le titulaire.

La date de l'accusé de réception de cette notification horodatée sur le profil d'acheteur constituera la date d'effet du marché.

ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire administratif et technique concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : www.demat-ampa.fr

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises identifiées pour la consultation, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 8. VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au tribunal territorialement compétent :

Tribunal Administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
CS 21490
33063 BORDEAUX Cedex
Tél : 05.56.99.38.00

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative (C.J.A.), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du C.J.A., et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du C.J.A. ;
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du C.J.A., et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou la publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.